

L'Église luthérienne de Centrafrique : 100 ans, et un rôle social toujours essentiel

L'Église évangélique luthérienne de République centrafricaine a célébré en novembre 2023 les 100 ans de l'arrivée des premiers missionnaires de la Sudan Mission. Cette Église, premier partenaire du Défap dans ce pays, regroupe aujourd'hui 125.000 membres répartis dans sept régions. Surtout, elle a un rôle essentiel dans un pays qui peine à se relever de décennies de conflits, où l'insécurité reste persistante, et où les services de base sont quasi-inexistants en-dehors de Bangui.



Photo prise lors des célébrations du centenaire de l'EELRCA © DR

Si des évêques de l'Église luthérienne du Cameroun figurent sur cette photo de famille, ce n'est pas un hasard : longtemps, l'Église luthérienne de Centrafrique et celle du

Cameroun ont été une seule et même Église. Une histoire commune qui remonte à l'arrivée des premiers missionnaires américains de la Sudan Mission (aujourd'hui ELCA) en 1923 à Ngaoundéré. Et c'est encore à Ngaoundéré qu'est née officiellement, le 20 décembre 1960, l'Église évangélique luthérienne du Cameroun et de la République centrafricaine (EELCRCA). Ce n'est qu'au cours de l'année 1973 que la partie centrafricaine de l'EELCRCA est devenue une Église nationale, la partie camerounaise conservant le nom d'Église évangélique luthérienne du Cameroun (EELC).

Ce cliché a été pris au mois de novembre 2023, en pleine célébration du centenaire de l'EEL-RCA ; au premier plan, portant des lunettes de soleil, on peut reconnaître Annelise Deiss, qui représentait le Défap. L'Église évangélique luthérienne de République centrafricaine est en effet le premier partenaire du Défap dans ce pays, où se trouve aussi une Église membre de la Cevaa, l'Église protestante Christ-Roi de Centrafrique, qui a bénéficié plusieurs années d'un accompagnement pastoral. Le thème des célébrations de ce centenaire, qui se sont tenues du 6 au 12 novembre, était : « 100 ans d'évangélisation en paroles et en actes », tiré de Matthieu 28 : 19-20. Les festivités ont été marquées par une conférence sur l'histoire de l'Église, par des visites de sites, des cultes à Bouar, Abba et Baboua ; ainsi que par une exposition et une caravane organisées dans la ville de Bouar... Mais le fait le plus significatif est peut-être, en prélude à l'arrivée de la délégation camerounaise, la mise à la disposition de la population présente à Gallo et Bohong d'une équipe médicale venue du Cameroun. Les besoins sont en effet criants, et l'EEL-RCA y consacre une grande partie de ses activités. Quand on interroge le Révérend Joseph Ngoé, président de l'Église, sur ses priorités, il évoque « la réconciliation, la fourniture de soins de santé et d'éducation à la population, et le soutien particulier à ceux qui vivent dans les zones rurales pour faire face à la pauvreté ».

Écoles, centres de santé, projets générateurs de revenus...



Photo prise lors des célébrations du centenaire de l'EELRCA © DR

La République centrafricaine fait partie des pays les plus pauvres du monde. Elle se classe tout en bas des indices mondiaux du capital humain et de développement humain, à la 188ème place sur 191. Environ 71% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté internationale (c'est-à-dire avec moins de 1,90 dollar par jour). Le sous-sol est riche en ressources naturelles, mais ce qui pourrait être une opportunité est plutôt devenu une malédiction pour ce pays. La RCA a connu dernièrement plus de deux décennies de crises, les oppositions politiques ayant des répercussions sur les relations entre communautés et entre religions, au point que la prise de pouvoir par la Séléka en 2013 a laissé craindre un affrontement généralisé entre chrétiens (largement majoritaires dans le pays) et musulmans, plutôt présents dans le Nord-Est, près de la frontière avec le Tchad et le Soudan voisins. Des responsables religieux ont dû longtemps œuvrer à l'apaisement, à l'instar des trois « saints de Bangui » : le révérend Nicolas Guerekoyame-Gbangou, pasteur de l'Église évangélique Elim Bangui-M'Poko et représentant du

protestantisme, Mgr Dieudonné Nzapalainga, archevêque de Bangui et représentant du catholicisme, et l'imam Omar Kobine Layama, président de la conférence islamique. Mais la paix est loin d'être revenue et la dernière crise a été déclenchée par une coalition de rebelles en décembre 2020. Longtemps, le gouvernement de Bangui n'a contrôlé de fait qu'une infime partie du pays, le reste étant mis en coupe réglée par des groupes insurgés. Aujourd'hui, il est largement dépendant pour assurer la sécurité de soutiens militaires étrangers, venus de la Russie (le groupe Wagner) et du Rwanda ; les forces françaises se sont retirées depuis 2016. Le pays compte aussi sur son sol une Force de maintien de la paix de l'Onu, la MINUSCA, présente depuis avril 2014 et qui mobilise plus de 17.000 personnes.



*Photo prise lors des célébrations du centenaire de l'EELRCA ©
DR*

Après des décennies de guerres et de crises, l'insécurité reste le premier problème de la population, et il n'est pas rare que des attaques de groupes rebelles entraînent de nouveau des exodes d'habitants fuyant les violences en abandonnant leurs habitations et leurs champs. Les infrastructures sont détruites, les services de base à peu près inexistants en-dehors de la capitale, et les Églises font

partie des rares institutions à rester debout et à faire fonctionner des écoles, des dispensaires, ou à venir en aide aux plus démunis. C'est le cas de l'EELRCA, présente surtout dans la partie Ouest du pays, où elle regroupe 125.000 membres répartis dans sept régions, à travers 544 « congrégations » (paroisses) ; elle compte 74 pasteurs et 540 « catéchistes diplômés ». Elle est en lien plutôt avec des partenaires américains (ELCA) mais a entretenu aussi pendant de longues années des relations avec les protestants de France via la Colureum (Commission luthérienne des relations avec les Églises d'outre-mer), aujourd'hui intégrée au Défap.

Ce rôle social essentiel, le Révérend Joseph Ngoé a tenu à le rappeler dans un entretien publié par la Fédération luthérienne mondiale à l'occasion du centenaire de l'EEL-RCA. L'Église luthérienne de Centrafrique, a-t-il souligné, « contribue énormément au développement du pays dans les domaines de l'éducation, de la santé, des infrastructures pour l'approvisionnement en eau, des projets générateurs de revenus et dans le domaine agricole. Par exemple, nous avons mis 30 écoles primaires à la disposition des populations de certains villages des sous-préfectures d'Abba, Baboua, Bouar et Bocaranga, dans des zones où le gouvernement n'est pas en mesure d'intervenir. Nous comptons au total près de 5700 élèves pour l'année scolaire 2022-2023 (...) Dans le domaine de la santé, il existe deux centres de santé : à Bohong (à 70 km de Bouar sur la route de Bocaranga) et au Centre de Santé Emmanuel (à 60 km de Bouar sur la route de Baboua). »

Retrouvez ci-dessous une présentation en vidéo de l'EEL-RCA :

Le Défap à la rencontre de ses partenaires

Les mois de mars à août sont bien remplis dans l'agenda de l'équipe du Défap pour cette année 2023, avec des déplacements en République centrafricaine, au Maroc, au Congo-Brazzaville, à Madagascar... Il s'agit de rencontrer les Églises partenaires, visiter les envoyés, et faire le point sur les missions et les possibilités d'accueil et d'envoi de volontaires.



Centrafrique : un culte de l'Église luthérienne – photographie prise lors de la mission de Laure Daudry © Défap

Laure Daudry (Défap) et Annelise Deiss se sont rendues dix jours en mars en République centrafricaine à la rencontre des Églises partenaires et notamment à Bouar, au siège de l'Église luthérienne. Elles ont représenté le Défap au colloque « Les voies de la paix » qui s'est tenu les 17 et 18 mars à Bangui ; colloque co-financé par le Défap et l'UEPAL.

Basile Zouma, secrétaire général du Défap, était au Maroc du 13 au 20 mars, pour fêter les 10 ans de l'Institut Al Mowafaqa. Il était accompagné de la secrétaire générale de la Cevaa, la pasteure Claudia Schulz. Ils ont rencontré l'Église évangélique au Maroc et Basile Zouma a participé à l'évaluation du partenariat Défap-Al Mowafaqa.



Maroc : une conférence à l'institut Al Mowafaqa © Al Mowafaqa

En avril, Basile Zouma et Anne-Sophie Macor, en charge des Relations internationales au Défap, seront au Congo-Brazzaville. L'objet de cette mission est de rencontrer l'Église évangélique du Congo, l'Université protestante de Brazzaville, les étudiants boursiers du Défap, et de faire le point avec les lieux d'accueil potentiels de volontaires. Une rencontre avec le représentant national de France-Volontaires (plateforme opérationnelle du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères pour le volontariat international) est également au programme.

Un voyage à Madagascar est en préparation, probablement pour août. Anne-Sophie Macor accompagnera Pascal Hickel pour rencontrer les deux Églises partenaires (FLM et FJKM) et visiter les envoyés. Ce sera l'opportunité de faire le point sur les missions et les possibilités d'accueil et d'envoi de volontaires.



Madagascar : Pierre, envoyé du Défap, dans le labo de langues de la SFM, l'école de formation des maîtres de l'Église luthérienne malgache © SFM

Les Églises partenaires par pays

- République centrafricaine : l'EEL-RCA (Église évangélique luthérienne de République centrafricaine), qui regroupe 120 000 membres à travers 544 « congrégations » (paroisses)
- Maroc : l'EEAM (Église évangélique au Maroc), qui est, avec l'Église anglicane, l'un des deux seuls mouvements protestants officiellement reconnus par le roi.
- au Congo-Brazzaville: l'EEC (Église évangélique du Congo) qui revendique aujourd'hui 225 000 membres
- à Madagascar : la FJKM et la FLM. La FJKM (Fiangonan'i Jesoa Kristy eto Madagasikara, en français Église de Jésus-Christ à Madagascar) est la plus grande Église protestante du pays. Elle revendique 3 500 000 membres, répartis dans 5 800 paroisses desservies par plus de 1 200 pasteurs. Quant à l'Église luthérienne malgache (en malgache : Fiangonana Loterana Malgache, FLM), elle revendique 3 millions de membres répartis dans 5000 paroisses, desservies par 1200 pasteurs.

«Les voies de la paix» : un colloque à Bangui avec le soutien du Défap

L'association A9, créée à Bangui par un ancien boursier du Défap, Rodolphe Gozegba, et qui s'est fait connaître notamment à travers un programme d'agriculture urbaine destinée à améliorer l'autonomie alimentaire de la capitale centrafricaine, prépare un colloque sur « Les voies de la paix face à la difficile construction de la cohésion sociale en Centrafrique ». Cette rencontre, organisée en partenariat avec l'Université de Bangui et avec le soutien du Défap, réunira des personnalités comme le chef de l'État Faustin-Archange Touadéra, deux des trois « saints de Bangui » – le cardinal Dieudonné Nzapalainga et le pasteur Nicolas Guerekoyame Gbangou – ainsi que Jean-Arnold de Clermont, ancien président du Défap.



*Rodolphe Gozegba détaillant les projets de l'association A9
lors d'une visite en France © DR*

Tout au long de ses études de théologie, depuis la Fateb (Faculté de théologie évangélique de Bangui) jusqu'à l'IPT-Paris (Institut protestant de théologie), Rodolphe Gozegba De Bombémbé a gardé en arrière-plan de ses travaux et de ses réflexions le drame que vivait son pays, la République centrafricaine. Les maux y sont multiples et s'enchevêtrent. Le pays voit se succéder les épisodes de guerre plus ou moins ouverte depuis son indépendance ; le dernier conflit en date, la troisième guerre civile centrafricaine, s'est développé au cours de l'année 2013. Il a vu s'opposer les milices de la Seleka, à majorité musulmanes et fidèles au président Djotodia, à des groupes d'auto-défense chrétiens et animistes, les anti-balaka, fidèles à l'ancien président François Bozizé. Une guerre qui s'est traduite par des exactions sans nombre contre les civils et qui a laissé le pays déchiré et détruit. Depuis lors, la situation politique est d'une extrême instabilité, entre un gouvernement qui peine à faire reconnaître son autorité hors des limites de la capitale et des groupes armés qui revendiquent une légitimité politique. L'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation (APPR-

RCA), signé en février 2019 avec 14 groupes armés, continue de servir de feuille de route pour la recherche de la paix et de la stabilité à long terme, même après le retrait des groupes armés liés à la Coalition des patriotes pour le changement (CPC) en décembre 2020. La MINUSCA, force de maintien de la paix de l'ONU composée de plus de 15 000 hommes, reste présente dans le pays depuis 2014. Conséquence de cette instabilité récurrente, la RCA se classe au bas des indices du capital humain et du développement humain, à la 188ème place sur 189.

Le drame de la Centrafrique avait déjà influé sur le choix du sujet d'étude de Rodolphe Gozegba lorsqu'il était en France : la théologie de Jürgen Moltmann, une théologie de l'espérance et des recommencements. « Moltmann, à travers tout ce qu'il a vécu, soulignait-il, réussit à nous parler d'un Dieu non pas lointain, mais bien présent ; un Dieu qui compatit à la douleur et qui intervient, qui agit. » Après sa thèse de doctorat soutenue en décembre 2020, Rodolphe Gozegba est revenu à Bangui pour aider. Avec quelques amis, il a fondé l'association A9.

« Les tensions ont cassé toute cohésion sociale »



L'une des premières actions de l'association A9 à Bangui : participants du projet « Nourris ta ville en 90 jours » réunis lors d'une distribution de matériel © A9

A9 : une association qui s'est fixé comme but d'intervenir, non pas dans un seul domaine, mais de manière globale, face à tous les maux de la société centrafricaine. Et avec, dès l'origine, une sensibilité particulière à l'environnement, un aspect le plus souvent négligé dans un pays où la paix reste encore à construire. Parmi les facteurs qui ont le plus contribué à le pousser à créer cette structure, Rodolphe Gozegba cite « l'insécurité alimentaire, les effets du réchauffement climatique, les conséquences de la crise inter-communautaire de 2013 ». Sa toute première action aurait dû être la lutte contre les déchets plastiques, qui, explique Rodolphe Gozegba, « constituent une véritable menace pour la nature et pour la santé publique ». Mais au moment de lancer le projet, « il y a eu une attaque de la capitale par les rebelles, qui ont coupé les routes d'approvisionnement ; Bangui s'est retrouvée asphyxiée ; il fallait alors un plan

d'urgence alimentaire. C'est ainsi que nous avons proposé le projet : Nourris ta ville en 90 jours ». Il s'agissait d'aider les habitants de la capitale à améliorer leur autonomie alimentaire, en cultivant de nombreuses parcelles inexploitées à Bangui. Un projet qui a reçu le soutien du Défap et de l'UEPAL, et qui a déjà donné sur place des résultats très encourageants.

C'est dans cette optique de recherche de solutions globales face aux divers maux de la société centrafricaine qu'A9 organise aujourd'hui son premier colloque, avec le soutien du Défap et en partenariat avec l'Université de Bangui. Il portera sur *« Les voies de la paix face à la difficile construction de la cohésion sociale en Centrafrique dans un contexte de tensions internationales »*, et se tiendra les 17 et 18 mars 2023 au siège de la CEMAC (la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale).

Entretien avec Rodolphe Gozegba sur l'association A9, émission présentée par Marion Rouillard

Courrier de Mission – le Défap

Émission du 23 novembre 2022 sur Fréquence Protestante

« Ce colloque, indique A9 dans la présentation du programme, s'inscrit dans un double contexte : d'une part, celui de la guerre russo-ukrainienne et ses incidences socio-politiques et économiques sur les pays en voie du développement ; et d'autre part, celui des tensions socio-politiques palpables en République centrafricaine. Les conséquences touchent surtout les populations civiles. La communauté internationale semble bien souvent impuissante. Construire la paix et la cohésion sociale est devenu difficile, cela demande beaucoup de bonne volonté et d'efforts de part et d'autre. Dans le contexte de la RCA, les tensions ont cassé toute cohésion sociale. La

méfiance s'est installée au sein de la population alors que le peuple doit construire son avenir dans la paix et dans la cohésion sociale. »

Ce colloque, poursuit A9, « permettra de partager des expériences, de soulever des questions capitales relatives à la résolution des conflits dans un monde en transformation rapide. Ainsi, la consolidation de la paix et de la cohésion sociale devient impérative pour garantir un État de droit, les droits humains fondamentaux, les droits internationaux, etc. » Parmi les intervenants, notons la présence :

- de Faustin-Archange Touadéra, président de la République centrafricaine ;
- de Jean-Arnold de Clermont, ancien président du Défap, actuel président d'honneur de l'Observatoire Pharos ;
- du cardinal Dieudonné Nzapalainga et du pasteur Nicolas Guerekoyame Gbangou (deux des trois « saints de Bangui », trois dignitaires religieux – un imam, un pasteur, et un archevêque – qui avaient choisi de prêcher ensemble la paix et la réconciliation au plus fort des affrontements qui, en 2013, laissaient craindre que la guerre civile ne dégénère en conflit religieux) ;
- d'Abdoulaye Ouasselegue, président de la Communauté islamique centrafricaine ;
- de Nupanga Weanzana, doyen de la Fateb.

Vous pouvez retrouver ci-dessous le programme complet de ce colloque :

Courrier de mission : neuf

actions pour faire revivre Bangui

Né en République centrafricaine et ayant fait ses études de théologie à la Fateb, la Faculté de théologie évangélique de Bangui, avant de devenir boursier du Défap, Rodolphe Gozegba est désormais engagé dans un projet visant à améliorer les conditions de vie de la capitale de son pays, Bangui. Une capitale fragile et qui a frôlé la famine : c'est à ce premier problème que s'est attaquée l'association qu'il a fondée, A9. Mais au-delà, les objectifs sont plus ambitieux et vont de la création d'un réseau d'assistance psycho-sociale à la sensibilisation de la population à la question de l'environnement, en passant par la promotion du vivre-ensemble. Des objectifs que Rodolphe Gozegba a eu l'occasion de détailler au micro de Marion Rouillard, dont il était l'invité fin novembre pour l'émission « Courrier de mission – le Défap ».



Rodolphe Gozegba détaillant les projets de l'association A9

En République centrafricaine, les maux sont multiples et s'enchevêtrent. Le pays voit se succéder les épisodes de guerre plus ou moins ouverte depuis son indépendance ; le dernier conflit en date, la troisième guerre civile centrafricaine, s'est développé au cours de l'année 2013. Il a vu s'opposer les milices de la Seleka, à majorité musulmanes et fidèles au président Djotodia, à des groupes d'auto-défense chrétiens et animistes, les anti-balaka, fidèles à l'ancien président François Bozizé. Une guerre qui s'est traduite par des exactions sans nombre contre les civils et qui a laissé le pays déchiré et détruit. Depuis lors, la situation politique est d'une extrême instabilité, entre un gouvernement qui peine à faire reconnaître son autorité hors des limites de la capitale et des groupes armés qui revendiquent une légitimité politique. L'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation (APPR-RCA), signé en février 2019 avec 14 groupes armés, continue de servir de feuille de route pour la recherche de la paix et de la stabilité à long terme, même après le retrait des groupes armés liés à la Coalition des patriotes pour le changement (CPC) en décembre 2020. La MINUSCA, force de maintien de la paix de l'ONU composée de plus de 15 000 hommes, reste présente dans le pays depuis 2014. Conséquence de cette instabilité récurrente, la RCA se classe au bas des indices du capital humain et du développement humain, à la 188ème place sur 189. Or parallèlement, le pays est très fragile face aux effets du changement climatique et voit se multiplier les événements climatiques extrêmes : en 2019 par exemple, de fortes inondations à Bangui ont forcé des dizaines de milliers de personnes à quitter leur domicile. Pendant que la diminution des ressources en eau et en pâturages dans les régions du Sahel et du lac Tchad provoque l'arrivée de nombreux éleveurs avec leurs troupeaux, ce qui crée aussi des tensions entre agriculteurs et éleveurs.

Lorsqu'il est venu en France depuis Bangui pour poursuivre des recherches en bénéficiant d'une bourse du Défap, Rodolphe Gozegba-de-Bombémbé avait déjà fait plusieurs années d'études à la Fateb, la Faculté de théologie évangélique de Bangui ; en se plongeant dans la pensée de Jürgen Moltmann, il a rapidement fait un parallèle entre cette théologie de l'espérance et des recommencements, et sa quête d'un espoir face aux maux affligeant son pays. Après avoir soutenu sa thèse de doctorat le 10 décembre 2020 à l'Institut protestant de théologie de Paris, Rodolphe Gozegba s'est lancé dans un projet concret pour aider ses compatriotes à Bangui. « En tant que théologien, ayant travaillé sur la théologie de Moltmann, qui place l'humain au cœur de toutes préoccupations, j'ai approché certains amis, et nous avons créé A9 », explique-t-il aujourd'hui au micro de Marion Rouillard.

Entretien avec Rodolphe Gozegba sur l'association A9, émission présentée par Marion Rouillard

Courrier de Mission – le Défap

Émission du 23 novembre 2022 sur Fréquence Protestante

A9 : une association qui a pour but d'intervenir, non pas dans un seul domaine, mais de manière globale, face à tous les maux de la société centrafricaine. Et avec, dès l'origine, une sensibilité particulière à l'environnement, un aspect le plus souvent négligé dans un pays où la paix reste encore à construire. Parmi les facteurs qui ont le plus contribué à le pousser à créer cette structure, Rodolphe Gozegba cite « l'insécurité alimentaire, les effets du réchauffement climatique, les conséquences de la crise inter-communautaire de 2013 ». Sa toute première action aurait dû être la lutte contre les déchets plastiques, qui, explique Rodolphe Gozegba, « constituent une véritable menace pour la nature et pour la

santé publique ». Mais au moment de lancer le projet, « il y a eu une attaque de la capitale par les rebelles, qui ont coupé les routes d'approvisionnement ; Bangui s'est retrouvée asphyxiée ; il fallait alors un plan d'urgence alimentaire. C'est ainsi que nous avons proposé le projet : Nourris ta ville en 90 jours ». Il s'agissait d'aider les habitants de la capitale à améliorer leur autonomie alimentaire, en cultivant de nombreuses parcelles inexploitées à Bangui. Un projet qui a reçu le soutien du Défap et de l'UEPAL, et qui a déjà donné sur place des résultats très encourageants.

Mais pourquoi ce nom : A9 ? Il s'agissait, pour Rodolphe Gozegba et la douzaine d'amis avec lesquels il a créé cette association, de faire référence à un symbole fort de la République centrafricaine en lien avec leurs préoccupations, notamment environnementales. « On s'était rendu compte que le seul article de la Constitution centrafricaine qui abordait les questions liées à l'environnement, c'était l'article 9. » Dès lors, le nom de l'association était tout trouvé : A9. Mais les fondateurs de la jeune association devaient bientôt s'apercevoir qu'en 2016, la présidente de transition, Catherine Samba-Panza, avait modifié la Constitution ; et que l'article 9 s'était alors retrouvé placé à la 11ème place... Or le nom de l'association était choisi, et « A11 » sonnait beaucoup moins bien que « A9 » ... Rodolphe Gozegba et ses amis devaient alors se livrer à une relecture en profondeur de cet article pour en dégager neuf actions, lesquelles constituent désormais les axes du programme de travail de l'association :

- l'agriculture urbaine et périurbaine
- la sensibilisation de la population et des instances politiques à la question de l'environnement
- la préservation de la nature
- le reboisement de la ville
- la promotion de l'égalité hommes-femmes en luttant contre les violences faites aux femmes
- la cohésion sociale et la promotion du vivre-ensemble

- la préservation de la nature : cours d'eau, sources et brousse
- la création d'un système de collecte d'ordures et de recyclage
- la promotion des soins de santé physique et sociale, la création d'un réseau d'assistance psycho-sociale, notamment pour faire face aux conséquences des traumatismes subis par la population après des années de guerre plus ou moins ouverte, plus ou moins larvée.

Après la création de jardins potagers à Bangui pour améliorer l'autonomie alimentaire des habitants, A9 a lancé en juin 2022 la deuxième action visant à participer activement au rétablissement de la cohésion sociale. Elle veut désormais lancer une formation d'éducation au dialogue interreligieux et interculturel, débouchant sur un Certificat de compétence en Dialogue interculturel et interreligieux. Les besoins sont immenses, mais les idées ne manquent pas ; les bonnes volontés non plus.

Centrafrique : l'état de Bangui, appels religieux à la paix

Alors que l'ONU a mis en garde contre le risque de pénuries à Bangui, dont les groupes rebelles ont coupé les principales voies d'approvisionnement, des offensives gouvernementales ont permis de reprendre du terrain. Face à ces violences grandissantes dont la

population est la principale victime, l'Église catholique a lancé un appel au dialogue. Dans ce pays où les structures sont détruites et les institutions défaillantes, les Églises représentent l'une des rares forces capables d'aider à reconstruire le vivre ensemble.



Patrouille de la Minusca (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République Centrafricaine) © DR

Face aux tentatives des groupes rebelles d'asphyxier Bangui, les forces armées centrafricaines (les Faca) s'efforcent de desserrer l'étau : en ce 25 janvier, le gouvernement a annoncé deux opérations qui auraient permis de reprendre le village de Boyali, à 90 km de la capitale, et surtout la ville de Boda, à 124 km. Le 17, c'était la ville de Bangassou, aux mains des rebelles depuis début janvier, qui avait été reprise sans combats. Ce passage à l'offensive des troupes gouvernementales intervient après des attaques coordonnées lancées jusque dans Bangui même, qui avaient été repoussées à la mi-janvier. Depuis décembre, les rebelles de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC) ont commencé à bloquer les trois principales routes permettant d'acheminer de l'approvisionnement dans la capitale.

Ces groupes, après avoir largement entravé les opérations de vote lors de la présidentielle, contestent désormais la réélection du président Touadéra, qui a obtenu 53,16% des voix mais au terme d'un scrutin où deux électeurs sur trois n'ont pu voter. Depuis le 21 janvier, l'ensemble du territoire est sous état d'urgence pour une durée de 15 jours. L'émissaire de l'ONU en Centrafrique, Mankeur Ndiaye, déplorant une «grande désertion» des forces de sécurité centrafricaines, a réclamé au Conseil de sécurité une «augmentation substantielle» du nombre de Casques bleus déployés dans le pays, et du matériel militaire. Mais d'autres renforts sont déjà présents sur place : désormais, aux 12.000 militaires de la force de maintien de la paix de la mission de l'ONU en Centrafrique (Minusca) présents depuis 2014, s'ajoutent des centaines de soldats rwandais et paramilitaires russes envoyés à la rescousse du président Touadéra.

Le rôle clé des Églises dans un pays ravagé

Le CPC présente une alliance improbable de groupes, dont certains se sont combattus ces dernières années. Parmi eux se trouvent des groupes armés du nord de la RCA qui composaient auparavant la Séléka – l'alliance qui a renversé le gouvernement de François Bozizé en 2013, déclenchant des années de conflit. Il comprend également des milices anti-Balaka, que Bozizé est soupçonné d'avoir contribué à mettre en place en 2013 pour combattre la Séléka. L'ex-président, qui a été empêché de se présenter aux urnes de décembre par la Cour constitutionnelle, fait actuellement l'objet d'une enquête du parquet pour avoir soutenu le CPC. Tous les groupes composant cette coalition se partagent de fait plus des deux-tiers du territoire, où ils contrôlent les très lucratives filières de l'or et des diamants, et rackettent la population. Des avantages bien plus importants que ceux que pouvait leur apporter l'accord de Khartoum, huitième tentative en date de trouver un chemin de stabilisation du pays, qui offrait

pourtant à divers chefs de guerre des postes au sein du gouvernement. Et les ressources tirées des divers trafics pourraient aussi leur offrir les moyens, à terme, d'une attaque d'envergure sur Bangui.

Conséquence de cette hausse des violences, la situation des civils – dans un pays où une personne sur quatre était déjà déplacée à l'intérieur du pays ou vivant en tant que réfugiés à l'étranger – s'est encore aggravée. Et à Bangui, jusqu'alors relativement épargnée, les étals des marchés sont à moitié vides. Le prix des marchandises a grimpé en flèche alors que des centaines de camions restaient bloqués dans la ville frontalière camerounaise de Garoua Boulai – incapables de traverser en raison de la présence rebelle le long de la route principale. L'ONU a mis en garde contre des pénuries de nourriture et de médicaments dans la capitale. En Centrafrique, deuxième pays le plus pauvre du monde, plus d'un tiers de la population (soit 1,9 million de personnes) est déjà confronté à un niveau élevé d'insécurité alimentaire, selon l'ONU.

«La misère du peuple centrafricain est indicible»

Pour maintenir le lien dans le pays, les Églises font partie des rares institutions à rester debout. C'est dans les Églises que beaucoup de familles fuyant les violences vont chercher refuge, comme tout récemment à Bouar, où elles ont accueilli des milliers de personnes qui ne savaient où dormir. Réunis en session plénière du 9 au 17 janvier, les évêques de Centrafrique ont publié un message appelant à la fin des violences, en soulignant : «La misère du peuple centrafricain est indicible.» Présentant ce message commun intitulé : «Lève-toi et marche», l'Abbé Cédric Rodrigue Kongbo Gbassinga, secrétaire général des évêques de Centrafrique, a souligné : «Nous appelons à un dialogue sincère et franc, fraternel et constructif pour trouver une paix juste et durable en

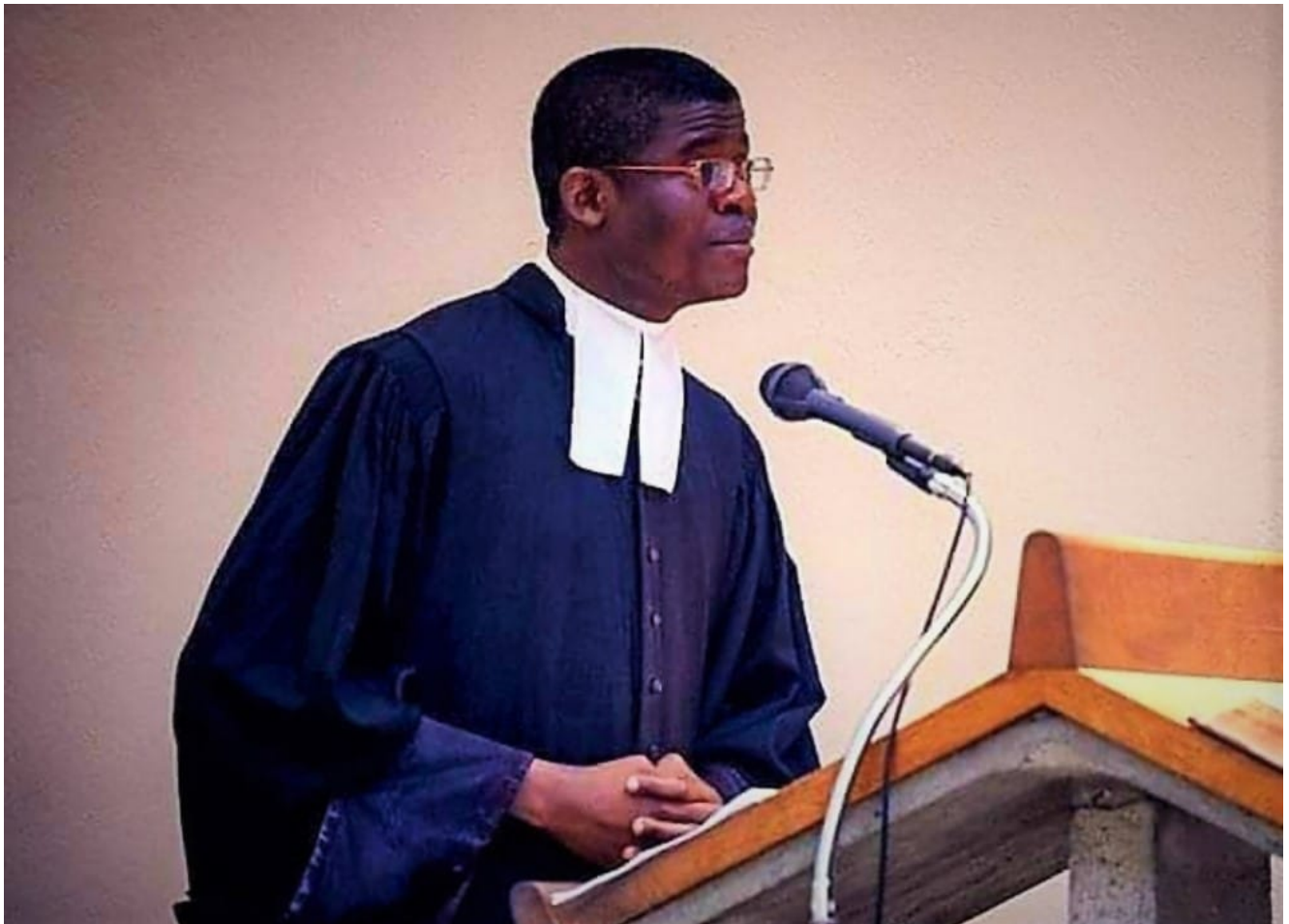
repoussant la haine, la violence et l'esprit de vengeance.»

Au-delà de cet appel des évêques, les diverses religions présentes dans le pays ont tenté de jouer ces dernières années un rôle d'apaisement, notamment à travers la plateforme interreligieuse pour la paix (Interfaith Peace Platform), créée par l'archevêque de Bangui Dieudonné Nzapalainga, le pasteur et président de l'Alliance évangélique Nicolas Guérékoyamé-Gbangou (qui avait été reçu au Défap), ainsi que l'imam et président du Conseil islamique Oumar Kobine Layama, décédé en novembre dernier à 62 ans. Les Églises jouent aussi un rôle irremplaçable de soutien auprès des populations dans ce pays très majoritairement chrétien. Depuis des années, le Défap accompagne notamment l'Église protestante Christ-Roi de Centrafrique (EPCRC), membre de la Cevaa et présente dans la capitale (lire : [Poursuivre l'accompagnement de l'Église à Bangui](#)). Mais il est aussi en lien avec d'autres Églises présentes ailleurs sur le territoire centrafricain, comme l'Église Évangélique Luthérienne de République centrafricaine (EELRCA) ; des relations ponctuelles ont pu aussi s'établir avec d'autres partenaires, également engagés dans les efforts de paix et de reconstruction. C'est le cas par exemple des communautés baptistes, et notamment de l'UFEB (Union Fraternelle des Églises baptistes).

Une théologie de l'espérance et des recommencements

Rodolphe Gozegba, boursier du Défap originaire de République centrafricaine, a soutenu sa thèse de

doctorat le 10 décembre 2020, à l'Institut protestant de théologie de Paris. Son travail portait sur le thème : «L'espérance et le Dieu crucifié. La réception de l'œuvre de Moltmann dans la théologie francophone». Rodolphe Gozegba a reçu le titre de docteur en théologie avec la mention «félicitations».



Rodolphe Gozegba-de-Bombémbé lors de sa soutenance de thèse de doctorat le 10 décembre 2020 à l'IPT © DR

«Toute fin est le début d'un recommencement». Cette idée force de l'œuvre de Jürgen Moltmann, Jürgen Moltmann lui-même en est l'un des premiers illustrateurs. Sa vie se présente comme une suite de fins et de recommencements. Né en 1926, issu d'un milieu protestant mais peu pratiquant à l'origine, rien ne le destinait à devenir l'un des plus importants théologiens réformés allemands du XXe siècle. Adolescent, il était plus attiré par les travaux d'Albert Einstein que par les thèmes bibliques. Mais son parcours devait connaître un

infléchissement radical avec la montée du nazisme en Allemagne, qui l'obligea à intégrer les Jeunesses hitlériennes comme tous ceux de son âge, et par la Deuxième guerre mondiale, qui le vit incorporé dans l'armée allemande. Il se trouvait ainsi à Hambourg, sa ville natale, lorsque celle-ci fut soumise en juillet 1943 à des bombardements qui devaient tuer plus de 40.000 personnes. Prisonnier de guerre de 1945 à 1948, c'est dans un camp, en Belgique, qu'il commença à lire une bible que lui avait donnée un aumônier militaire. Le cri de Jésus «mon Dieu, mon Dieu, pourquoi m'as-tu abandonné ?» le toucha au plus profond de son être, lui qui jusqu'à présent n'était pas croyant. Il comprit que la mort de Jésus sur la croix, aussi horrible qu'elle fût, était bien une fin mais était surtout le commencement de quelque chose de nouveau. Retournant enfin chez lui en 1948, pour retrouver sa ville natale réduite en ruines par les bombardements américains, il devait dès lors commencer à réfléchir à une théologie de l'espérance adressée à ceux qu'il qualifiait dès lors de «survivants de sa génération».

«Un Dieu qui compatit à la douleur, et qui intervient»

C'est cette redécouverte du message biblique au plus profond du désespoir qui a précisément interpellé Rodolphe Gozegba-de-Bombémbé dans le parcours de Moltmann. Né en 1984 en République centrafricaine, il a été pasteur de l'Église évangélique Béthanie, à Bangui, de 2006 à 2013. Il a bénéficié d'une bourse du Défap pour étudier le dialogue des cultures et des religions à l'institut Al Mowafaqa, au Maroc. À partir de 2015, toujours avec l'aide du Défap, il a entamé des études à l'Institut Protestant de Théologie (faculté de Paris) pour y préparer un doctorat. Son sujet d'étude : la théologie de Moltmann, et plus précisément la façon dont elle a été reçue par les protestants francophones...



De gauche à droite : la rencontre entre Jürgen Moltmann et Rodolphe Gozegba-de-Bombémbé, début 2018 à l'IPT © Défap

«Jürgen Moltmann, souligne-t-il, a connu une vie de souffrance, il a connu les bombardements, la prison, il a perdu tous ses proches dans la guerre : et c'est dans ce contexte qu'il a expérimenté la Croix. J'ai aussi vécu la guerre en Centrafrique ; j'ai aussi été personnellement touché, ma famille a été durement frappée, mes amis proches ont été tués ; et même si je n'y vis pas actuellement, je ressens fortement qu'il y a en Centrafrique beaucoup de gens qui continuent d'y vivre des choses terribles, et qui ont vraiment besoin d'un message d'espérance. Or Moltmann, à travers tout ce qu'il a vécu, réussit à nous parler d'un Dieu non pas lointain, mais bien présent ; un Dieu qui compatit à la douleur et qui intervient, qui agit.»

L'intérêt de Rodolphe Gozegba-de-Bombémbé pour le parcours et

la théologie de Jürgen Moltmann n'a ainsi fait que se renforcer avec l'aggravation de la crise centrafricaine : «Je l'avais déjà étudié quand j'étais en licence à la faculté de théologie évangélique de Bangui (la Fateb). Déjà à cette époque, Moltmann m'avait beaucoup intéressé. Mais quand est venu le moment de déposer mon sujet de doctorat, la situation de mon pays s'était tellement dégradée que je me suis demandé : en tant que théologien, y a-t-il un message d'espoir que je puisse porter ? Je me suis alors rendu compte que la théologie de Moltmann répondait aux besoins de tout ce que traversait mon pays.» Pour Rodolphe Gozegba-de-Bombémbé, le choix de son sujet de thèse a reflété ainsi bien plus qu'un choix académique. Les écrits de Jürgen Moltmann, souligne-t-il, «m'ont «aidé» à surmonter mon désespoir, à trouver des «réponses» à mes interrogations. Les mots «aidé» et «réponses» ne sont pas anodins pour moi, car j'ai eu l'occasion d'en apprécier la portée. En effet, alors que j'étais fortement désespéré, les écrits de Moltmann ont été un réel soutien pour moi et m'ont permis de mieux comprendre ce qu'il me fallait endurer.»

***Comprendre l'espérance selon le théologien Jürgen Moltmann :
les éclairages de l'avocat et militant des droits humains Guy
Aurenche (sur Campus Protestant)***

Cet aspect très personnel et faisant écho à son propre parcours, Rodolphe Gozegba-de-Bombémbé n'a pas manqué de le rappeler lors de la soutenance de sa thèse de doctorat à l'Institut protestant de théologie de Paris, le 10 décembre 2020. Une présentation à l'issue de laquelle il a reçu le titre de docteur en théologie avec la mention «félicitations». Soulignant une nouvelle fois la «source immense de réconfort et de courage (...) que la théologie de Moltmann apportait à mes questionnements», il a détaillé l'avancée de ses réflexions : «Mon projet initial était d'entrer en dialogue avec l'œuvre de Moltmann pour en dégager les ressources théologiques requises pour faire face à des crises politiques, économiques et morales comme celles que la République centrafricaine a connues lors de la guerre civile. Ce projet demeure le mien, mais je vois aujourd'hui sa réalisation comme un objectif à long terme de ma recherche (...) L'objectif plus limité de ma thèse, que je conçois comme une phase préparatoire de ce projet à long terme, est d'examiner l'impact de la pensée de Moltmann sur la théologie contemporaine d'expression française.»

À travers ses travaux, Rodolphe Gozegba-de-Bombémbé espère ainsi contribuer à mieux faire connaître un théologien qui est, curieusement, mieux connu chez les catholiques et dans le monde anglo-saxon qu'au sein du monde protestant francophone. «Dans les milieux protestants, Moltmann est très critiqué, notamment chez les évangéliques, qui le classent parmi les théologiens libéraux. Il est vrai que sa théologie encourage une foi ouverte, une Église ouverte, qui ne soit pas introvertie... Une Église qui n'a pas peur de la rencontre et du dialogue.»

Violences post-électorales en Centrafrique

En République centrafricaine, l'annonce début janvier du résultat de l'élection présidentielle du 27 décembre, et de la réélection dès le premier tour de Faustin-Archange Touadéra, est intervenue dans un contexte de reprise des violences : les groupes rebelles qui contrôlent les deux tiers du territoire ont pris plusieurs villes et provoqué la fuite de dizaines de milliers de personnes. Dans ce pays où les structures sont détruites et les institutions défaillantes, les Églises représentent l'une des rares forces capables d'aider à reconstruire le vivre ensemble. Parmi celles dont le Défap soutient les actions figure ainsi l'Église protestante Christ-Roi de Centrafrique (EPCRC), membre de la Cevaa.



Patrouille de la Minusca (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République Centrafricaine) © DR

Le résultat du vote du 27 décembre a été annoncé le lundi 4 janvier par la commission électorale : Faustin-Archange Touadéra, président en exercice de la République centrafricaine (RCA) et candidat à sa propre succession, a été déclaré réélu dès le premier tour de la présidentielle, avec 53,92% des voix. Se détachant ainsi nettement parmi les 16 candidats qui briguaient la présidence en ordre dispersé, et au sein desquels l'ancien Premier ministre Anicet Georges Dologuélé n'arrivait deuxième qu'avec 21,01% des suffrages exprimés.

Mais ces résultats, qui doivent encore être validés officiellement par la Cour constitutionnelle, sont déjà rejetés par la coalition rebelle qui contrôle de fait plus des deux-tiers du territoire ; les opérations de vote se sont ainsi déroulées dans un pays en proie à une nouvelle offensive

de ces groupes armés qui avaient juré de «prendre le contrôle de tout le territoire». Au cours des dernières semaines, les forces rebelles ont pris une série de villes, y compris la ville du sud-est de Bangassou. La capitale, Bangui, reste sous la protection des Forces armées centrafricaines (FACA) – renforcées par des militaires russes et des troupes rwandaises – et des soldats de la paix de l'ONU.

Des élections largement perturbées

Faustin-Archange Touadéra voulait initialement retarder le scrutin présidentiel en raison de la pandémie de Covid-19, mais en a été empêché par la cour constitutionnelle. Plusieurs candidats de l'opposition ont exploité le mécontentement populaire à l'égard de l'accord de paix de Khartoum (le treizième accord de paix en Centrafrique), qui a accordé aux chefs rebelles des postes au gouvernement, malgré les crimes de guerre commis depuis le début de la guerre civile en 2013. Facteur aggravant les tensions, parmi les candidats ayant postulé à la présidence le 27 décembre, figurait l'ancien dirigeant François Bozizé, rentré en RCA fin 2019 après six ans d'exil. Sa candidature a été invalidée par la Cour constitutionnelle peu avant l'offensive rebelle, et Faustin-Archange Touadéra l'a aussitôt accusé d'être derrière cette «tentative de coup d'État». Conséquence : près de deux ans après la signature de l'accord de Khartoum, le niveau de violence à travers le pays n'a absolument pas diminué, comme le souligne Hans De Marie Heungoup, analyste pour l'Afrique centrale à l'International Crisis Group.

Des milliers de personnes ont été empêchées de voter ou privées de leur carte d'électeur, jamais arrivée en raison de l'insécurité. Dans d'autres régions, le vote n'aurait tout simplement pas pu avoir lieu car des centaines de bureaux n'ont pas ouvert. Selon l'Autorité nationale des élections (ANE), sur 1,8 million d'électeurs enregistrés avant le scrutin, seulement 700.000 Centrafricains se seraient rendus

aux urnes. Nombre d'électeurs auraient vu par ailleurs leur bulletin de vote détruit. L'opposition a dénoncé des «fraudes massives» – ce qu'ont fait également de nombreux observateurs étrangers.

Les Églises, artisans de paix

Avec la reprise de ces violences, le HCR, l'agence des Nations Unies pour les réfugiés, estime que 185.000 personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays depuis le 15 décembre, tandis que plus de 30.000 Centrafricains ont fui vers les pays voisins. Mais avant même cette nouvelle offensive des groupes rebelles, la RCA faisait face à l'une des plus graves urgences humanitaires au monde: un Centrafricain sur quatre – quelque 1,2 million de personnes – était déjà déplacé par les années de conflit. Dans de nombreuses régions, l'accès des agences d'aide est difficile et la malnutrition est en hausse car de nombreuses communautés reçoivent peu d'assistance.

Dans ce pays où les structures collectives sont détruites et les institutions défaillantes, les Églises représentent l'une des rares forces capables d'aider à reconstruire le vivre ensemble. Elles jouent un rôle irremplaçable auprès de la population, aident à panser les plaies de la guerre et plaident pour l'apaisement. Au cours des dernières années, le Défap a tout particulièrement accompagné l'Église protestante Christ-Roi de Centrafrique (EPCRC), membre de la Cevaa et présente dans la capitale (lire : [Poursuivre l'accompagnement de l'Église à Bangui](#)). Parmi ses projets en cours figure ainsi le financement du forage d'un puits à Morija, où a été construite une école. Mais il est aussi en lien avec d'autres Églises qui interviennent dans d'autres régions, dans des conditions tout aussi difficiles et qui ont les mêmes besoins ; c'est notamment le cas de l'Église Évangélique Luthérienne de République centrafricaine (EELRCA), qui compte près de 120.000 membres dont 84 pasteurs, et œuvre principalement dans l'ouest du pays, région déshéritée et instable. Des relations

ponctuelles ont pu aussi s'établir avec d'autres partenaires, également engagés dans les efforts de paix et de reconstruction. C'est le cas par exemple des communautés baptistes, et notamment de l'UFEB (Union Fraternelle des Églises baptistes).

Tragique disparition du Dr Antoinette Yindjara

Le Défap s'associe à la douleur de la famille du Dr Antoinette Yindjara, tragiquement disparue le 5 septembre lors d'un accident de la circulation alors qu'elle rentrait en RCA. Membre de l'Église Évangélique Luthérienne de République centrafricaine et proche partenaire du Défap, elle était l'une des trois femmes pasteures ordonnées par cette Église et dirigeait l'école de théologie de Baboua.



La pasteure Antoinette Beanzoui Yindjara © archives

Le Défap a appris avec consternation le décès de la pasteure Antoinette Beanzoui Yindjara, survenu le 5 septembre 2019, et s'associe à la douleur de ses proches. Elle a été victime d'un accident de la circulation entre Garoua-Boulai (Cameroun) et Bouar (RCA), alors qu'elle rentrait en bus en République centrafricaine.

Antoinette Beanzoui Yindjara était l'une des trois femmes pasteures ordonnées par l'EELRCA (l'Église Évangélique Luthérienne de République centrafricaine), et elle dirigeait l'école de théologie de Baboua, non loin de la frontière

camerounaise. L'EELRCA est l'une des deux Églises avec lesquelles le Défap est en lien dans ce pays, avec l'EPCR (l'Église Protestante Christ-Roi de Centrafrique). Toutes deux travaillent, chacune à sa manière, à la réconciliation de la République centrafricaine, et à reconstruire un vivre-ensemble mis à mal par des années de guerre civile ; mais alors que l'EPCRC est surtout présente à Bangui, l'EELRCA est davantage présente dans l'Ouest du pays, non loin des frontières du Tchad et du Cameroun.

L'Église Évangélique Luthérienne de République centrafricaine, en deuil, a annoncé la nouvelle du «décès tragique de la Révérende Docteur Antoinette Yindjara Beanzoui». L'UPAC (Université Protestante d'Afrique Centrale, présente à Yaoundé) a également adressé à l'Église et à la famille de la défunte ses sincères condoléances.

L'accident qui a emporté la pasteure Antoinette Beanzoui Yindjara a eu lieu sur le trajet de retour d'une visite aux partenaires allemands de son Église. Elle venait de participer à la première Université d'été de l'œuvre missionnaire de Hermannsburg sur le genre. Hannah Rose, consultante de l'ELM (Evangelisch-lutherische Missionswerk in Niedersachsen) pour la coopération œcuménique avec l'Afrique centrale, a rendu hommage à une «femme forte et courageuse», tout en communiant par la prière avec la douleur de ses proches.

La levée du corps a eu lieu le jeudi 5 septembre à 14h à l'hôpital Militaire d'Ekounou / Yaoundé ; elle a été suivie du départ de la défunte pour la République centrafricaine.

Centrafrique : «Travailler comme artisans de paix»

Si on ne parle plus officiellement de guerre, les violences perdurent en République centrafricaine, comme a pu en témoigner, en novembre 2018, le drame d'Alindao. La situation reste instable, les risques de dérapage permanents, et les besoins immenses. Comment les Églises participent-elles à réinventer un vivre-ensemble dans ce pays meurtri ? Entretien avec le pasteur Maurice Gazayeke, président de l'UFEB (Union Fraternelle des Églises baptistes), qui a été reçu au Défap au cours du mois de juin 2019.



Carte de la République centrafricaine

On ne parle plus de guerre civile en République centrafricaine. Et pourtant, les troubles perdurent, dans un

pays qui reste profondément marqué et où tout est, encore aujourd'hui, à reconstruire. Si la situation est relativement calme à Bangui, la capitale, les provinces restent instables et leurs populations, menacées par de toujours possibles éruptions de violences. En 2016, les élections ont apporté un espoir de tourner la page des années de guerre. Pour la première fois de son histoire, la RCA avait enfin un président (l'ancien Premier ministre Faustin-Archange Touadéra) et un parlement démocratiquement élus. Mais des régions entières sont restées de fait sous le contrôle de milices faisant régner la terreur ou monnayant leur «protection». Des groupes armés avec lequel le gouvernement a bien dû négocier, jusqu'à signer en février 2019 un accord avec quatorze d'entre eux : l'accord de Khartoum, treizième accord de paix qu'ait connu la République centrafricaine depuis 2007, qui devait permettre d'apporter un apaisement en intégrant les principaux chefs de guerre à la vie politique centrafricaine. Dans les faits, la situation reste si difficile que le Conseil de sécurité a renouvelé, jusqu'au 15 novembre 2019, le mandat de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (Minusca), tout en le renforçant. Les violations des droits humains sont quotidiennes, plus des trois-quarts des habitants du pays sont toujours en situation d'extrême pauvreté et la RCA est à la toute dernière place de l'indice du développement humain, au 188ème rang sur 188 pays.

Dans un pays où les structures collectives sont détruites et les institutions défaillantes, les Églises représentent l'une des rares forces capables d'aider à reconstruire le vivre ensemble. Elles jouent un rôle d'accompagnement irremplaçable auprès de la population, aident à panser les plaies de la guerre et plaident pour l'apaisement. Le Défap est directement en lien avec deux d'entre elles : l'Église Protestante Christ-Roi de Centrafrique, basée à Bangui, et l'Église Évangélique Luthérienne de République centrafricaine, présente principalement dans l'ouest du pays, région déshéritée et

instable. Mais des relations ponctuelles peuvent s'établir avec d'autres partenaires, également engagés dans les efforts de paix et de reconstruction. C'est le cas des communautés baptistes, et notamment de l'UFEB (Union Fraternelle des Églises baptistes), dont le président, le pasteur Maurice Gazayeke, a été reçu au Défap au cours du mois de juin 2019.



Le pasteur Maurice Gazayeke © Défap

Quelle est aujourd'hui la situation en République centrafricaine ?

Pasteur Maurice Gazayeke : Le gouvernement continue à tendre la main à ceux qui ont pris les armes, en les exhortant à cesser les hostilités. Depuis l'accord de Khartoum, on sent un changement positif à Bangui et dans les villes environnantes ; mais il y a toujours des difficultés dans les régions, des massacres inopinés perpétrés par des groupes rebelles... Il y a des coupures de route : celle qui va de Bangui au Cameroun a ainsi été bloquée, pour empêcher le ravitaillement de la ville ; les fautifs ont été écartés ; mais on craint toujours les violences qui peuvent survenir de façon imprévisible. Partout dans l'arrière-pays, les groupes armés se sont solidement établis : en dépit de la Minusca, ils ont pris le pouvoir de

certaines régions et ne veulent pas le laisser. En outre les chefs rebelles semblent n'avoir pas toujours un entier contrôle de tous leurs éléments, qui peuvent se comporter comme des bourreaux de la population. Ce qui continue à attiser les craintes de violences interconfessionnelles : quand des groupes rebelles sont majoritairement des musulmans, les Églises ont fort à faire pour éviter les représailles de la part de la population contre des musulmans... Alors qu'à la base, le problème est politique, non confessionnel.

Que vit la population au quotidien ?

Les gens sont en insécurité permanente. Les villageois craignent d'aller dans leurs champs, d'aller à la pêche, ou à la chasse : ils risquent à tout moment de rencontrer des éléments rebelles et de se faire tuer. Et la population civile a souvent l'impression d'être abandonnée à elle-même en cas de violences, alors que les forces de la Minusca sont là théoriquement pour les protéger. Personne n'a oublié le drame d'Alindao, en novembre 2018, lorsque des groupes armés ont massacré des dizaines de personnes dans un camp pourtant placé sous la protection de la Minusca. Le contingent de la force internationale avait été prévenu des préparatifs de cette attaque, et n'a rien fait pour s'y opposer ; au contraire, les hommes de la Minusca se sont retirés sans un coup de feu. L'Onu a dû ouvrir une enquête internationale, et l'image de la Minusca, déjà mauvaise aux yeux de l'opinion publique centrafricaine, s'est encore dégradée. De tels drames alimentent tous les soupçons, y compris ceux de connivence entre certains éléments des forces internationales et certains groupes rebelles. Mais en dépit de cette insécurité permanente, on progresse vers la paix, avec l'aide du Seigneur.

Que font les Églises pour aider à désamorcer ces violences ?

Les Églises baptistes ont toujours exhorté leurs fidèles à travailler comme artisans de paix. Mais elles ne le font pas

seules : chaque dénomination travaille dans le sens de la cohésion sociale, en vue de la réconciliation de la population. Là où je vis à Bangui, dans le quatrième arrondissement, mon Église, celle de Ngoubagara, organise des grandes rencontres de prière, et y invite le gouvernement et le président de la République. Elle lance des appels notamment à travers l'AEC (l'Alliance des Évangéliques en Centrafrique), qui fait partie de la Plateforme des Confessions Religieuses de Centrafrique, laquelle regroupe des protestants, des catholiques et des musulmans pour faire du plaidoyer en faveur de la paix. L'une de ces grandes rencontres de prière en faveur de la réconciliation et de la paix a eu lieu juste avant mon départ pour la France, en présence des autorités politiques. De son côté, le gouvernement fait régulièrement appel non seulement aux partis politiques, mais aussi aux diverses confessions pour nouer des contacts et tenter de consolider la paix. À travers ces rencontres, à travers la Plateforme, les leaders religieux, au lieu d'agir en ordre dispersé pour le retour de la paix, plaident ainsi ensemble contre les violences interconfessionnelles. Ils s'efforcent de montrer, ensemble, que les bases du conflit ne sont pas religieuses. Les relations entre représentants religieux sont régulières : ainsi, quand les nouveaux leaders de l'AEC ont été élus, l'imam Kobine, qui fait partie de la Plateforme, avait été invité.

Ces appels sont-ils bien reçus au sein de la population ?

Les gens sont fatigués de toutes les violences. Ils aspirent avant tout à la paix. S'il y a des réticences chez les fidèles, ils ne les expriment pas dans l'Église. Quand on organise des chaînes de prière au niveau de l'AEC, toutes les Églises répondent de manière positive et les fidèles impliqués sont nombreux. Mais les rebelles, eux, ont beau signer des accords, ils ne les respectent pas toujours. Les Églises sont sincères dans leurs appels à la paix, mais se rendent bien compte que les rebelles jouent à une sorte de jeu de cache-

cache...

Propos recueillis par Franck Lefebvre-Billiez

Centrafrique : lutter contre l'exclusion des Pygmées

Premiers habitants de la Centrafrique, et bénéficiant de la protection officielle de la Constitution de 2016 au titre de «peuple autochtone», les Pygmées qui se risquent hors de la forêt sont en butte aux discriminations, à l'exploitation et à la violence. Or la déforestation réduit leur habitat, poussant certains à se sédentariser malgré les vexations dont ils sont victimes. Des Églises ont lancé des programmes à destination des Pygmées : c'est le cas de l'Église Évangélique Luthérienne de République Centrafricaine.



Une femme pygmée à Mbanza, près d'une case

On connaît d'eux leurs chants polyphoniques, étudiés par des musicologues comme Simha Arom. Ils ont fasciné des spécialistes, comme ceux du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris, et des passionnés de jazz : n'ont-ils pas inspiré la si caractéristique ouverture de [Watermelon Man](#), sifflée sur des bouteilles de bière, dans l'album *Head Hunters* d'Herbie Hancock ? Leurs traditions orales ont été intégrées au [patrimoine culturel immatériel de l'humanité de l'UNESCO](#). Ils ont été désignés «meilleurs pères du monde» par [un article du Guardian](#). Les Pygmées sont une légende : le peuple premier par excellence, vivant au cœur de la forêt d'Afrique centrale, sans contact avec le monde.

Mais que reste-t-il en réalité de cette image pétrie d'une implicite mythologie rousseauiste ? Si l'on connaît l'existence des Pygmées Aka, on ignore en général l'évolution que subit insensiblement leur mode de vie. Car l'équilibre a depuis longtemps été rompu. Les Pygmées ne sont pas sans contacts avec les autres ethnies, loin de là. Que ce soit en République Démocratique du Congo ou en République Centrafricaine, où l'on trouve l'essentiel du peuple Aka, l'exploitation à outrance des bois exotiques fait reculer la forêt. Dans les zones non déboisées, des pistes viennent trouer la jungle. Ce qui restreint l'habitat des animaux, dont les populations se réduisent, et limite de plus en plus l'espace où se font les déplacements saisonniers des Pygmées : de

chasseurs-cueilleurs et nomades, ils sont de plus en plus souvent contraints à passer à un mode de vie sédentarisé. Ils sortent de la forêt. Ils installent leurs cases de feuillages en forme de dômes, adaptées à la vie sous la canopée, aux alentours des villages des «hommes grands».

Une protection légale qui reste lettre morte

Pour aller plus loin :

- [Retrouvez l'article sur la visite aux Pygmées de Mbanza dans la Lettre du Défap n°19, février 2019](#)
- [RCA : fiche pays et actualités du Défap](#)
- [Présentation de la thèse de Bijoux Makuta : «La mission évangélisatrice auprès des Pygmées. Expérience mystique et défis missiologiques en République Démocratique du Congo»](#)
- [Centrafrique : «À Bouar, des déplacés musulmans reviennent»](#)
 - [Centrafrique : guérir du traumatisme](#)
 - [Centrafrique : «La crise a développé le dialogue interreligieux»](#)
 - [Centrafrique : l'EELRCA, un espace de réconciliation au cœur du conflit \(rapport de 2014\)](#)
- [Poursuivre l'accompagnement de l'Église à Bangui](#)

Là, [ils découvrent l'exclusion](#), les moqueries, se font exploiter par les ethnies voisines qui les considèrent comme des sous-hommes. Les vols, les meurtres, les viols sont monnaie courante, dans la plus totale impunité, parfois encouragés par des rumeurs : avoir des relations sexuelles avec une jeune fille pygmée guérirait du sida, dit-on... Lorsqu'ils vont à l'école, les enfants sont battus et mis à l'écart. «Quand ils sortent de la forêt, raconte Valérie Thorin, responsable du suivi de la République Centrafricaine au Défap, les Pygmées ont déjà entendu parler des avantages de la modernité : faire partie d'une communauté plus importante, avoir accès à l'éducation, aux soins de santé...» Mais les vexations et la violence qui les accueillent en poussent beaucoup à se réfugier dans l'alcool ; et d'autres à retourner dans la forêt, comme en témoigne Bijoux Makuta, boursière du Défap, dans sa [thèse consacrée aux Pygmées de RDC](#), dont l'un racontait : «Nous ne pouvons pas vivre avec des gens qui ne nous aiment pas et qui se moquent de nous». Et l'instabilité récurrente de la République Centrafricaine depuis la guerre civile de 2013 a fragilisé encore plus la situation du peuple Aka. Dans un pays où l'autorité de l'État s'étend à peine au-delà de la grande banlieue de Bangui, où plus de 80% du territoire est contrôlé par des bandes armées qui rançonnent ou monnayent leur «protection», le sort des Pygmées n'émeut guère. La RCA a pris des engagements internationaux ; officiellement, la Constitution de 2016 garantit la protection des «peuples autochtones»... En réalité, ils ne bénéficient d'aucune représentation dans les instances officielles, d'aucune protection

juridique, et ces textes restent sans effet.

Si les Pygmées Aka vivent encore en grande majorité dans cette forêt qui recule, que faire pour ceux qui se sédentarisent ? En premier lieu, lutter contre l'exclusion dont ils sont victimes. C'est l'un des projets de l'EELRCA (l'Eglise Évangélique Luthérienne de République Centrafricaine) et notamment de son président, Samuel Ndanga Toue, qui se préoccupe depuis longtemps du sort des Pygmées. Ou plutôt des «citoyens», comme on les désigne en langage administratif, plus par souci d'affirmer symboliquement leur égalité avec les autres habitants du pays que par réelle volonté de mettre fin aux discriminations.

«Il n'y a plus assez de nourriture en forêt»

«J'ai rencontré récemment les Pygmées de Mbanza : un village qui se trouve au sud de Berbérati, dans la zone diamantifère, au Sud-Ouest de la RCA», témoigne Valérie Thorin. «J'ai vu là une communauté de quelques centaines d'individus. Ils ont commencé à construire des cabanes en bois aux toits à deux pans, plus solides, plus adaptées à la vie hors de la forêt.» Installés là depuis des années, ils ont adapté peu à peu leur mode de vie à ce nouvel environnement : vêtements «à l'occidentale», apprentissage de la langue des G'Baya, l'ethnie principale de cette région. «Nous voulons rester, témoigne le chef du village. Il n'y a plus assez de nourriture en forêt.»

L'Église Évangélique Luthérienne, qui a édifié là un temple, envisage à terme de construire aussi une école, pour que les enfants puissent être scolarisés sans être en butte au rejet et à la violence. L'EELRCA regroupe 120.000 membres à travers 544 «congrégations» (paroisses) ; elle compte 74 pasteurs et 540 «catéchistes diplômés» ; elle est présente surtout dans la partie Ouest du pays. Elle est en lien plutôt avec des partenaires américains (ELCA) mais a entretenu aussi pendant de longues années des relations avec les protestants de France via la Colureum (Commission luthérienne des relations avec les Églises d'outre-mer), aujourd'hui intégrée au Défap. Avec l'Église Évangélique du Congo et l'Église Protestante Africaine, elle fait partie des trois Églises de cette région ayant des liens avec le Défap à avoir lancé un programme spécifique à destination des Pygmées.

Franck Lefebvre-Billiez



Pygmées devant le temple de l'EELRCA à Mbanza © Valérie

Les deux Centrafrique

Dans ce pays, le Défap est en lien avec deux Églises : l'EPCR (Église Protestante Christ-Roi), membre de la Cevaa, à Bangui, et l'EELRCA (Église Évangélique Luthérienne de République centrafricaine), qui compte près de 120.000 membres dont 84 pasteurs, et œuvre principalement dans l'ouest du pays, région déshéritée et instable. Entre ces deux lieux, la capitale et la province, d'énormes disparités, à commencer par les conditions de circulation et la sécurité. Le point avec cet article de Valérie Thorin (responsable du suivi de la Centrafrique au Défap) publié dans la Lettre du Défap de février 2019.



***Rencontre des partenaires internationaux de
l'EELRCA – 29-30 octobre 2018 © Valérie Thorin
pour Défap***

Il y a deux Centrafrique. Celle de la capitale, Bangui, donne l'impression que les institutions fonctionnent, que la sécurité est assurée et que la paix est revenue.

L'activité urbaine témoigne d'une certaine reprise économique, perçue par le biais des services (banques, commerces, hôtellerie, restauration) et des télécommunications (le sacro-saint portable...). Les usines de transformation tournent à plein régime : boissons, sucre, cigarettes même si l'agriculture reste malgré tout le principal contributeur au PIB (pour 43% en 2017) avec le café, le coton, le palmier à huile et le bois.

La RCA engrange donc des recettes fiscales liées à toutes ces activités économiques (9,1% du PIB en 2017) mais elles restent en deçà des dépenses (14,9% du PIB), ce qui signifie une forte dépendance vis-à-vis de l'aide extérieure (FMI, Banque mondiale, Banque africaine de développement, Union européenne et France).

La seconde...

Pour aller plus loin :

- [Retrouvez cet article dans la Lettre du Défap n°19, février 2019](#)
- [RCA : fiche pays et actualités du Défap](#)
- [Centrafrique : «À Bouar, des déplacés musulmans reviennent»](#)
 - [Centrafrique : guérir du traumatisme](#)
 - [Centrafrique : «La crise a développé le dialogue interreligieux»](#)
 - [Centrafrique : l'EELRCA, un espace de réconciliation au cœur du conflit \(rapport de 2014\)](#)
- [Poursuivre l'accompagnement de l'Église à Bangui](#)

La «seconde Centrafrique» est celle de la province. Près de 80% du pays – du centre à l'est – est aux mains des bandes armées, dirigées par des chefs de guerre se comportant comme de petits proconsuls, tout-puissants et violents. L'ouest est plus tranquille. Certes, il y a toujours des voyous qui jouent les coupeurs de routes, mais ils se satisfont en général de quelques francs CFA. À Bouar, ville où est installée l'administration de l'Église évangélique luthérienne de Centrafrique (EELRCA), les Casques bleus des Nations unies font office de

gendarmerie, un blindé posté au carrefour principal en guise de dissuasion.

Et presque rien ne fonctionne : quasi-absence de réseau téléphonique, pas ou très peu d'eau courante, pas d'électricité hormis lorsque les groupes électrogènes sont en marche, quelques heures à la nuit tombée parce que le carburant doit être utilisé avec parcimonie. Les pistes sont dans un état lamentable, défoncées, inondées et les routes dites goudronnées sont souvent effondrées ; il n'y a pas d'écoles publiques sauf dans les villes et très peu d'hôpitaux. D'où l'importance du réseau que l'EELRCA a réussi à mettre en place en ce qui concerne l'éducation et la santé.

La région est grosse productrice d'or et de diamants alluvionnaires (les fameux diamants de Centrafrique...) et la forêt pluviale permet l'exploitation des bois précieux. Les trafics sont intenses. Il est fréquent de croiser des camions grumiers le soir et la nuit, alors qu'ils devraient avoir quitté les pistes à 16h30 (la nuit tombe vers 17h). Les diamants peuvent être « pêchés » par tout un chacun et les collecteurs, qui ont pignon sur rue dans la moindre bourgade, font des bénéfices de l'ordre de 1 pour 10 000...

À Carnot, préfecture et plaque tournante du

commerce des pierres, certaines maisons ressemblent à des palais des mille-et-une nuits. Mais pour un sultan, 10 000 pauvres bougres se tuent au travail.

Valérie Thorin, envoyée spéciale



L'école de théologie de l'EELRCA à Baboua, l'un des projets soutenus par le Défap – 29-30 octobre 2018 © Valérie Thorin pour Défap

Centrafrique : «À

Bouar, des déplacés musulmans reviennent»

En dépit de la présence des groupes armés et d'une paix toujours fragile, les Églises de RCA travaillent à la réconciliation et à reconstruire un vivre-ensemble mis à mal par des années de guerre civile. C'est le cas non seulement à Bangui, où le Défap soutient les efforts de l'Église Protestante Christ-Roi de Centrafrique, mais aussi dans l'Ouest du pays, non loin des frontières du Tchad et du Cameroun, où il est en lien avec l'Église Évangélique Luthérienne de République centrafricaine. Deux représentantes de l'EELRCA, Rachel Zoungombe Doumbaye Wangarem et Antoinette Beanzoui Yindjara, ont été reçues au Défap en ce mois de juin. Elles témoignent.



Antoinette Beanzoui Yindjara (à gauche) et Rachel Zoungombe Doumbaye Wangarem (à droite) de l'EELRCA © Défap

Difficile de parler de la République centrafricaine sans se plonger dans la litanie des violences et des affrontements entre groupes armés : même Bangui, la capitale, pourtant considérée comme généralement calme, a connu des violences qui ont fait 24 morts et 170 blessés au début du mois de mai. Pourtant, dans ce pays qui peine à émerger de la guerre, et dont le gouvernement démocratiquement élu ne parvient pas à faire régner l'ordre face aux factions rebelles rivales, des signes d'espoir existent. Les signes lents d'une reconstruction : des autorités qui mettent sur pied une commission Vérité, Justice, Réparation et Réconciliation, des Forces Armées

centrafricaines qui montent en puissance, aidées notamment par des formateurs de la Mission d'entraînement de l'Union européenne... Ces ferments de paix et d'unité sont entretenus notamment par les Églises, par des représentants religieux qui maintiennent le dialogue entre communautés, et par des actions au quotidien pour préparer le retour de déplacés ou aider des victimes de violence. Reconstruire, tout simplement...

En ce mois de juin, le Défap a reçu la visite de deux représentantes de l'Église Évangélique Luthérienne de République centrafricaine, qui compte près de 120.000 membres dont 84 pasteurs, et œuvre principalement dans l'Ouest du pays, région déshéritée et instable. Toutes deux étaient de passage en Europe pour rencontrer les partenaires de l'EELRCA en France (où cette Église bénéficie de l'appui de l'UEPAL, via le Défap) et en Allemagne. Rachel Zoungombe Doumbaye Wangarem est vice-présidente de l'Église ; Antoinette Beanzoui Yindjara est pour sa part l'une des trois femmes pasteures ordonnées par l'EELRCA, et elle dirige l'école de théologie de Baboua, non loin de la frontière camerounaise. Baboua est à un peu plus d'une centaine de kilomètres à l'ouest de Bouar, chef-lieu de la préfecture de Nana-Mambéré. Une ville où

s'opposent les efforts de reconstruction et les influences des groupes armés qui ont mis la région en coupe réglée. C'est à Bouar que pourrait être prochainement installé un centre de formation et d'entraînement des FACA, les Forces Armées centrafricaines, avec le soutien de la Mission d'entraînement de l'Union européenne ; mais Bouar est aussi au cœur du territoire où sévit le chef rebelle Sidiki Abass, qui à la tête du groupe armé 3R (pour «Retour, réclamation, réhabilitation»), prétend défendre les intérêts des Peuls dans tout le secteur nord-ouest de la RCA, aux confins du Cameroun et du Tchad.



***Une cellule d'écoute psychologique mise en place
à Bangui par l'EPCRC © Défap-Cevaa***

***Quelle est aujourd'hui la situation dans la
région de Bouar ?***

Rachel Zoungombe Doumbaye Wangarem : La situation reste difficile. À Bouar même, ou le long des grands axes comme la route qui va vers la frontière et Garoua Boulaï, la population bénéficie d'une paix précaire. Mais dans les villages environnants règne la plus grande insécurité.

Antoinette Beanzoui Yindjara : Certaines localités peuvent être occupées par des groupes armés qui rançonnent les commerces, voire les chefs de village, lesquels se retrouvent obligés de faire du porte-à-porte pour réunir l'argent nécessaire afin de racheter leur propre vie. Même les éleveurs peuls, que certains groupes rebelles prétendent protéger, peuvent voir une partie de leur troupeau emportée par leurs «protecteurs». Pourtant, il y a des améliorations : une partie des anti-balaka de notre région ont été désarmés. Certains suivent aujourd'hui des formations pour avoir un métier. Même si d'autres préfèrent la vie de petits voleurs en s'abritant derrière le paravent des anti-balaka...

Rachel Zoungombe Doumbaye Wangarem : Il faut dire que tous les groupes armés ont attiré beaucoup de jeunes désœuvrés en les manipulant. L'enjeu aujourd'hui est de leur permettre d'avoir un vrai métier...

Antoinette Beanzoui Yindjara : Un autre signe encourageant : certains chefs rebelles demandent désormais à rencontrer les chefs de quartier, les autorités, en affirmant qu'ils veulent en finir avec la violence, qu'ils sont pour la réconciliation. C'est le cas notamment de Sidiki Abass et de son groupe qui se dit défenseur des Peuls. C'est une initiative qui suscite évidemment de la méfiance ; et on voit bien qu'il place des gens à lui dans tous les villages. Mais c'est tout de même un signal qui donne de l'espoir.

Que peut faire l'EELRCA dans un tel contexte ?

Antoinette Beanzoui Yindjara : Dans notre pays, toutes les Églises travaillent en ce moment pour la paix et la réconciliation. C'est aussi le cas des représentants de toutes les religions, qui se retrouvent dans une plateforme interreligieuse. Notre Église en particulier a organisé, avec l'aide d'ONG internationales et de nos partenaires européens et américains, beaucoup de rencontres et d'actions de sensibilisation autour

de l'accueil des déplacés.

Rachel Zoungombe Doumbaye Wangarem : Quand un grand nombre de ces déplacés arrivent, on se retrouve souvent dépassé, ce qui crée des situations difficiles. Je le vois dans mon quartier : beaucoup sont venus s'installer, fuyant les troupes de Sidiki. Ils ne peuvent pas rentrer chez eux ; ils ne peuvent pas travailler ; ils souffrent, en attendant l'aide des ONG internationales.

Antoinette Beanzoui Yindjara : D'où l'enjeu de ces actions de sensibilisation : comment accueillir ces déplacés, comment les aider à s'installer ? Et au-delà, comment œuvrer à la réconciliation, et comment nous donner les moyens de vivre ensemble une fois que cette crise sera passée ? Les pasteurs de notre Église ont été mis à contribution, lors de ces sessions d'information et de ces conférences, pour aider à préparer spirituellement et moralement la réconciliation.

Mais le retour des déplacés ne risque-t-il pas de créer de nouvelles tensions entre communautés, entre chrétiens et musulmans ?

Rachel Zoungombe Doumbaye Wangarem : Ce retour commence déjà : on voit certains des musulmans

qui avaient fui revenir à Bouar et à Baboua.

Antoinette Beanzoui Yindjara : Les marchands musulmans ont repris leurs commerces à Bouar. Les Peuls aussi, chassés par les violences, reviennent : on commence à revoir les femmes des éleveurs peuls vendre du lait sur les marchés. J'ai reçu une invitation de la part du maire de la commune de Besson, près de Baboua, pour participer à une rencontre sur la cohésion sociale lors de la fête du ramadan. Et au niveau de la plateforme interreligieuse de Baboua, dont je fais partie, nous avons eu une rencontre au cours de laquelle nos frères musulmans nous ont dit que beaucoup des réfugiés partis au Cameroun sont prêts à rentrer. Car ils souffrent beaucoup là où ils sont actuellement... Leurs préoccupations, ce sont leurs maisons, qui ont été brûlées, et tous leurs biens qui ont été détruits. Les responsables musulmans de la plateforme ont donc demandé aux pasteurs et aux évêques s'il serait possible de trouver de l'aide pour reconstruire ces maisons.

Rachel Zoungombe Doumbaye Wangarem : Nous avons aussi organisé des rencontres pour favoriser la cohésion sociale entre femmes chrétiennes et musulmanes à Bouar, Gallo et Baboua. Il s'agissait de sessions se déroulant sur plusieurs

jours, qui faisaient appel à des pasteurs, des travailleurs humanitaires, avec une partie se déroulant sous la forme de conférences, et des discussions libres. Les participantes étaient nombreuses et très demandeuses d'autres ateliers du même type.

Antoinette Beanzoui Yindjara : Il y a déjà eu quatre de ces ateliers organisés avec l'aide de nos partenaires internationaux, un en 2016, un en 2017 et deux en 2018. Je faisais partie des intervenantes lors du premier d'entre eux, il y a deux ans. C'était la première fois que les femmes musulmanes avaient osé se montrer au grand jour. Un grand moment...

Propos recueillis par Franck Lefebvre-Billiez